



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DES DEUX-SÈVRES

Préfecture  
Service de la Coordination et du Soutien Interministériels  
Pôle Environnement  
Affaire suivie par : Nelly PILLET / GD  
Tél. : 05.49.08.69.58  
Adresse mail : nelly.pillet@deux-sevres.gouv.fr

Niort, le 19 décembre 2019

### Prise d'acte n°6152

Monsieur,

L'élevage avicole que vous exploitez sur la commune de Chiché bénéficie, au titre de la réglementation applicable aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4880 du 5 octobre 2009 au nom de M. Jean TREMONT pour l'exploitation d'un élevage avicole de 48000 animaux-équivalents, et du courrier préfectoral n°A5666 du 17 avril 2015 prenant acte du changement d'exploitant.

Compte tenu de l'effectif de votre élevage (référéncé dans la base de données des installations classées sous le n° S3IC 0579-00279), celui-ci relève du champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED et doit répondre aux conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) figurant au BREF « Elevages intensifs de volaille et de porcins », publié le 21 février 2017.

Aussi, conformément aux dispositions des articles R515-70 et suivants du code de l'environnement, vous avez présenté un dossier de réexamen des conditions d'autorisation de votre installation au regard de ces MTD le 11 avril 2018, complété les 4 septembre 2019 et 18 octobre 2019. Votre dossier ayant été déclaré conforme, l'instruction technique a été finalisée le 14 novembre 2019.

Après examen, en liaison avec l'inspection des installations classées et au vu de son rapport du 14 novembre 2019, il ressort que les prescriptions qui vous sont imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ne nécessitent pas d'être actualisées.

Je prends donc acte, conformément à l'article R 515-73 du code de l'environnement, de votre déclaration dans le cadre du réexamen de vos conditions d'exploitation, qui pourra vous être opposée par la suite lors des contrôles réalisés par l'inspection des installations classées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet, par délégation,  
La secrétaire générale de la Préfecture,

Anne BARETAUD

M. HUT Alain  
1, Merville  
79350 CLESSE